

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e). — Téléph. : CENTRAL 69-70

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e). — Téléph. CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

A PROPOS DU NOUVEL EMPRUNT

Pour la mobilisation des Réserves Monétaires

Les Effets de France

À la veille d'un prochain emprunt de guerre, il n'est pas sans intérêt de réfléchir sur les conditions dans lesquelles a été souscrit l'emprunt précédent.

Pour obtenir les 15 milliards par lesquels se solda cet emprunt, le Trésor a généreusement accordé aux prêteurs un double avantage. D'une part, il leur a promis un intérêt de 5 o/o ou, plus exactement, de 5,75 %, puisque le prix d'émission était de 88 francs. D'autre part, en émettant à 88 francs une valeur remboursable à 100 fr., il a donné une prime de 12 %, soit, pour quinze milliards, une prime totale de 1 milliard 800 millions de francs.

Ces quinze milliards, le Trésor se les est procurés en puisant à deux sources bien distinctes. La première source, ce fut celle de l'argent frais (or, argent, billets de banque), qui fournit près de six milliards. L'autre apport provint de la souscription de valeurs dont l'Etat était déjà débiteur et auxquelles il servait jusque-là un intérêt très modéré, — 4 % pour les fonds disponibles des communes, 2 % pour les cautionnements, 2 1/2 % pour les dépôts de la caisse nationale d'épargne, 3,25 % pour les dépôts des caisses d'épargne ordinaires, etc... Neuf milliards de ces valeurs furent ainsi convertis en emprunt au taux de 5,75 %, payable pendant un délai minimum de quinze ans.

Charge formidable, me direz-vous ! Et vous ajouterez : comment l'Etat aurait-il pu, comment pourrait-il y échapper ?

— C'est ici, vous répondrai-je, que j'apporte ma suggestion.

Tous les jours, grâce à l'émission des bons de la défense nationale, les administrations financières obtiennent de l'argent au pair, au taux de 4 et 5 %. Eh bien ! Pour réaliser la mobilisation des réserves monétaires du pays, il est une mesure simple et forte que je résume d'un mot : elle consiste à permettre l'utilisation des bons de la défense nationale comme moyen de paiement.

Je m'explique.

Beaucoup de Français, si ardemment patriotes soient-ils, n'ont investi en bons du trésor qu'une partie de leurs réserves. Quoique ces bons comportent le double avantage d'une prime de 5 % et d'un intérêt de 4 ou 5 % (selon l'échéance), néanmoins nous sommes nombreux qui hésitons à transformer en bons de la défense la totalité des billets de banque que nous possédons. Et pourtant ces billets ne donnent naissance ni à une prime ni à un intérêt !

Pourquoi cette hésitation de notre part ? Parce que nous voulons nous réserver les moyens de payer à n'importe quel moment nos dettes quotidiennes ou celles que nous avons contractées à échéance indéterminée. Quand un de mes fournisseurs me présentera sa note, je tirerai de mon tiroir un billet de banque, qu'il acceptera. Si je lui offre en paiement un bon de la défense nationale, il le refusera.

J'aurai bien la ressource, je le sais, de courir aussitôt à la Banque de France, qui escomptera mon bon en tout ou partie et prèlèvera 5 à 6 %, selon l'échéance. Mais veuillez remarquer que la Banque et ses succursales ne sont pas ouvertes à toute heure, — que, pour m'y rendre, je dois effectuer un voyage long et parfois coûteux, — et qu'enfin, en bon patriote que je suis, je n'ai pas envie de grossir d'un tribut de 5 ou 6 %, au détriment du public, les bénéfices de guerre de cet établissement privé.

Ah ! Si je pouvais obliger mon fournisseur à accepter mes bons en paiement et à contribuer ainsi, fût-ce malgré lui, à la défense nationale, alors, dès demain, je convertirais en bons tous les billets qui dorment, stériles, dans mon portefeuille !

J'ai beau chercher : je ne vois pas pourquoi ces bons, qui sont des créances sur le Trésor, je suis obligé, pour effectuer un paiement, de les transformer en billets, qui sont de simples créances sur une banque. Les instruments de crédit de la patrie française n'ont pas besoin d'être endossés par des banquiers. Si la signature de la Banque de France est garantie par 182 millions 500.000 francs — chiffre publié à l'Officiel, — la parole de la France est garantie, elle, par les 300 milliards de richesse nationale. Pourquoi dès lors les bons

de la défense ne seraient-ils pas dotés de cette aptitude à la circulation dont jouissent les simples billets d'une banque ?

Les effets de commerce sont couramment donnés et acceptés en paiement par les commerçants. Pourquoi les effets de France ne seraient-ils pas couramment donnés et acceptés par les Français ?

Vous m'objecterez peut-être que ces bons portent intérêt, un intérêt croissant de jour en jour, et qu'il serait par suite difficile au premier venu de se rendre compte instantanément de la valeur du bon qu'il présente ou reçoit en paiement.

Cette objection est résolue : car un procédé bien simple et déjà connu, qui consisterait à émettre des bons à 4 %, à échéance de quelques années. La valeur du bon serait automatiquement fixée par la date du jour où on l'utiliserait. Ce mécanisme ne peut soulever la moindre objection.

Le jour où les effets de France seraient acceptés en paiement, les souscripteurs de bons de la défense nationale, qui ont déjà fourni treize milliards doubleraient au moins ce chiffre-là. L'Etat n'aurait pas à déboursier les sommes énormes dont il a grevé son précédent emprunt ; il n'aurait à payer ni une prime de 1 milliard 800 millions de francs, ni un intérêt de 5 francs 75 pendant quinze ans, mais seulement un intérêt de 4 % durant quelques années. Ainsi nous parerions très largement aux nécessités du présent et nous n'imposerions que le minimum de charges aux lourds budgets de l'avenir.

Henri LABROUË
Député de la Gironde.

Les zeppelins et l'Angleterre

Londres, 13 septembre. — Dans un discours qu'il a prononcé hier à Edimbourg sur la guerre aérienne, offensive et défensive, Lord Montagu de Beaulieu a formulé quelques critiques et quelques vœux relativement à la défense aérienne du Royaume-Uni. Tout en constatant que le dernier raid ennemi effectué par treize zeppelins, n'a abouti qu'à de piètres résultats, Lord Montagu a déclaré :
« Nous avons subi environ 40 raids de zeppelins, auxquels 120 avions au bas mot ont pris part. Un seul a été abattu par nous sur notre sol. Il n'y a pas là de quoi nous étonner. J'espère qu'à l'avenir ceux qui sont chargés de notre défense aérienne, veilleront à ce qu'aucun raid de zeppelin ne se reproduise sans les plus grands dangers et les plus lourdes pertes pour l'ennemi. »

Planzer démissionne

Amsterdam, 13 septembre. — Un télégramme de Vienne annonce que le général Planzer-Balbin a donné sa démission pour raisons de santé.

L'empereur François-Joseph a accepté sa démission.

La Bataille pour la Paix

QUE DIRA LE PRÉSIDENT WILSON ?

New-York, 12 septembre. — Le correspondant de la « Tribune » à Washington dit que des amis politiques du président Wilson annoncent que ce dernier fera d'ici quelques semaines, au cours de son voyage de propagande dans l'ouest, une déclaration en vue de la paix. La « Tribune » ne croit pas probable qu'il s'agisse d'une tentative directe de médiation, mais l'idée de la paix préoccupe beaucoup le président et il est probable qu'il indiquera les principes sur lesquels il croit que la paix doit être basée et la méthode qui permettra d'aboutir. — (Daily Mail.)

La Conscription au Canada

Londres, 13 septembre. — Selon le correspondant de la « Morning Post » à Ottawa, sir George Foster, ministre canadien du commerce, a déclaré que le Canada pourrait être obligé de recourir à la conscription. Si l'on fait encore des hommes et qu'il ne se présente pas de volontaires, le Canada devra imiter l'exemple de la Grande-Bretagne.

Un simple mensonge

Dans notre numéro de samedi, ce fut à tort que nous avons annoncé la mort de M. Joseph Caillaux.

Plusieurs de nos lecteurs qui nous possèdent pas ce numéro, puisqu'il fut saisi à la poste, nous demandent pourquoi nous n'avons pas souligné ces nouvelles mensonges des gens du Roi.

Précisons donc une nouvelle fois : L'Action Française, sur la foi d'un journal espagnol a parlé d'un voyage que M. Joseph Caillaux aurait fait à Saint-Sébastien pour y rencontrer certains Zimmerwaldiens. Or, M. Caillaux n'a eu aucune entrevue avec aucun Zimmerwaldien, pas plus en Espagne qu'ailleurs. Il y a d'ailleurs une bonne raison pour qu'il n'en ait pas rencontré en Espagne : c'est qu'il n'est jamais rendu dans ce pays depuis la guerre, et que le voyage à Saint-Sébastien, sur lequel reposent tous les commentaires de l'Action Française n'est qu'un canard banal, comme il en est de temps à autre dans la cervelle des professionnels du mensonge.

LA GUERRE

Nouvelle avance sur la Somme

Nos troupes prennent d'assaut le village de Bouchavesnes et font de nombreux prisonniers

Violents combats en Macédoine

Communiqués Officiels

77^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

13 septembre, 15 heures.
Au nord de la Somme, la bataille s'est poursuivie, hier dans la soirée, avec un succès prononcé pour nos armées. Le village de Bouchavesnes, attaqué vers 20 heures, a été enlevé en entier par nos troupes, au cours d'un brillant combat, malgré la résistance acharnée de l'ennemi qui s'y était puissamment retranché. Pendant la nuit, notre infanterie s'est organisée sur les positions conquises. Les Allemands n'ont tenté aucune réaction. Ce matin, nos troupes continuant leur progression vers l'est ont pris d'assaut la ferme du bois Labé, située à 600 mètres à l'est de la route de Béthune (sud-est, de Bouchavesnes). Nous avons fait de nouveaux prisonniers au cours de ces actions et capturé un nombreux matériel. Aucun chiffre précis ne nous est encore parvenu à ce sujet.

Au nord de l'Avre, nous avons dirigé un coup de main sur une tranchée allemande de la région d'Andréchy et ramené des prisonniers.

Sur la rive droite de la Meuse, nous avons réalisé quelques progrès dans la partie nord des bois de Vaux-Chépre. La lutte d'artillerie se maintient très active dans la région de Fleury-Le Chenois. Partout ailleurs, nuit calme.

Sur le front de la Somme, nous avons ont livré 17 combats dans la journée d'hier. Deux appareils allemands ont été abattus, l'un vers Aisecourt, l'autre aux environs de Moislains (nord-est de Péronne). Quatre autres appareils ennemis ont paru sérieusement touchés.

Dans la nuit du 12 au 13, nos escadrilles de bombardement ont lancé de nombreux projectiles : 87 obus de 120 sur la gare et les baraquements de Guiscard, où deux explosions suivies d'incendies ont été constatées.

Importante Conférence au quartier général allemand

Amsterdam, 13 septembre. — Un important conseil de guerre se tient en ce moment au grand quartier-général allemand sur le front oriental. L'empereur Guillaume en personne préside cette conférence, à laquelle participent le roi de Bulgarie, l'empereur d'Autriche, le chancelier de Bethmann-Hollweg et le feld-marschal von Hindenburg.

Rien de précis n'a transpiré des délibérations engagées ; on croit cependant généralement qu'on y envisage le moyen de réaliser l'unité de commandement des armées allemandes et de leurs alliés sur les divers fronts.

Le chancelier impérial d'Allemagne fera, sur la situation militaire, des déclarations publiques au Reichstag, à la séance d'ouverture fixée au 23 septembre. — (Radio.)

L'Offensive possible

Londres, 13 septembre. — Le colonel Repington répète qu'à son avis Hindenburg, aussi bien en raison de ses préférences que par suite des nécessités de la situation, se fera commandant en chef de l'offensive qui cherchera à masser des troupes suffisantes pour reprendre, dans l'Est, une offensive active, son action devant plus particulièrement porter dans les secteurs du sud-est.

L'Infortune du peuple grec

Il faut plaindre la Grèce, semble-t-il, bien plus que la blâmer.

Il n'est pas beaucoup de peuples, en Europe, depuis vingt mois, dont la situation soit enviable. Mais, entre les plus malheureux, le peuple grec paraît bien le plus pitoyable.

Il ne bénéficie plus d'aucun des avantages que comporte la paix, et il ne peut guère espérer bénéficier un jour, même lointain, des résultats de la guerre, quels qu'ils soient.

Il pourrait, soit s'engager délibérément dans le conflit, aux côtés de l'un ou de l'autre des belligérents. Il pouvait aussi affirmer nettement sa volonté bien arrêtée de rester neutre. L'une et l'autre attitude comportaient, avec des inconvénients point contestables, la possibilité de profits sérieux.

Or, le peuple grec n'a pas fait la guerre et cependant il ne connaît aucun des avantages de la paix. La paix est certes le bien suprême ; mais le peuple grec, sans être en guerre, ne jouit plus des inestimables trésors de la paix.

Plus triste, pour ce peuple, et ce qui lui donne droit à la pitié, se prononçant pour la paix, c'est que, cette situation dont il souffre, il ne l'a point voulue.

Le peuple grec, quand il fut évincé que le conflit embraserait toute l'Europe orientale, manifesta une volonté : les représentants auxquels il avait confié ses destinées et qui avaient le droit de se prononcer en son nom, approuvèrent M. Venizelos, qui voulait voir la Grèce s'allier aux nations de l'Entente et combattre avec elles les Empires du Centre.

C'était un risque à courir : les Grecs acceptaient de courir ce risque.

Entre la paix et la guerre, le peuple grec, par la voix de ses députés, se prononça pour la guerre. Entre les Empires du Centre et les Alliés, il se prononça pour les Alliés. De cette décision, le peuple grec pouvait tirer des profits considérables ; cette décision aurait pu aussi être fatale à la Grèce. Mais, quoi qu'il arrivât, le peuple grec n'avait pas

ce n'est pas la politique pour laquelle le peuple grec s'est prononcé.

Et c'est la triste, la pitoyable vérité. Les amis de la Grèce, tous les gens qui enregistraient avec enthousiasme les moindres symptômes du réveil hellénique, peuvent plaindre la Grèce, ils ne peuvent pas lui en vouloir.

Si la Grèce en est où elle est, c'est parce que le peuple grec n'est pas maître de ses destinées. Les malheurs qui l'accablent sont l'effet d'une politique qui n'est pas la sienne.

Quand le peuple grec manifestait sa volonté, si franchement, si clairement, qu'il était cette volonté ne devenait point la réalité. Entre les décisions du peuple et l'exécution des actes décidés, il y avait une institution qui s'interposait : cette institution, ce royaume, c'est la royauté.

Le peuple peut vouloir.
C'est le roi qui agit.

Et les malheurs présents de la Grèce ont leur source dans cette division du pouvoir ; car, maître de l'action, le roi n'a pas voulu tenir compte de la volonté du peuple. C'est le roi qui, méconnaissant les sentiments point équivoques du peuple grec, a imposé à la Grèce cette politique dont elle souffre.

Il faut plaindre les gens qui payent les fautes que d'autres commettent. Il faut les plaindre surtout, quand, ces fautes, ils les ont commises et désapprouvées d'avance.

Si la Grèce était, comme elle le voulait, entrée dans le conflit, et qu'elle en eût souffert, ses souffrances ne seraient pas dignes d'intérêt : la Grèce les acceptait d'avance, en renonçant, de sa propre volonté, aux douceurs de la paix. Mais il n'en est pas ainsi : les souffrances qu'elle endure sont la conséquence inévitable d'une politique que la Grèce a condamnée.

De part et d'autre du Vardar, l'artillerie a été abattue et les organisations bulgares au nord de Macédoine et de Maidjad.

De part et d'autre du Vardar, l'artillerie a été abattue et les organisations bulgares au nord de Macédoine et de Maidjad.

De part et d'autre du Vardar, l'artillerie a été abattue et les organisations bulgares au nord de Macédoine et de Maidjad.

De part et d'autre du Vardar, l'artillerie a été abattue et les organisations bulgares au nord de Macédoine et de Maidjad.

COMMUNIQUE ANGLAIS

Aucun changement dans la situation générale. Rien d'important à signaler ce matin.

« Nous ne sommes pas encore, continue le colonel Repington, en face d'armées allemandes complètement battues ; leur qualité s'est beaucoup améliorée, mais l'offensive leur est encore possible et il serait dangereux de sous-estimer les chances qui leur restent. »

« Une nouvelle armée ennemie forte d'au moins 300.000 hommes devra être constituée pour résister à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

L'Offensive Balkanique

Londres, 13 septembre. — Le Daily Chronicle écrit :

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

« Nous devons avoir soin de ne pas exagérer les espoirs que nous permettrait d'avoir les sérieux avances des forces franco-anglaises sur le front de Salonique. Il faut considérer en avant de nous des soldats s'opposent à la marche impétueuse des Roumains vers le Maros et la Theis. — (L'Information.) »

LA CRISE GRECQUE

DIMITRACOPOULOS ou Venizelos ?

...Il moins que ce soit encore Zaïmis !

On parle d'un ministère Dimitracopoulos avec M. Jean Gouroumis, comme ministre des affaires étrangères. (Journal.) — La roi aurait refusé d'accepter la démission de M. Zaïmis (Radio). — Mais l'Agence Havas croit savoir au contraire qu'elle a été acceptée. — D'autre part, M. Zaïmis aurait déclaré qu'elle était irrévocable. (Matin.)

La fermeture des sections des ligues de réservistes et des contre-ligues continue à s'effectuer. M. Mercall, maréchal de la Cour a exprimé à M. Guillemin les regrets personnels du roi au sujet de l'attentat de la Légation de France. (Havas.) — L'opinion publique se prononce ouvertement pour le retour au pouvoir de M. Venizelos (Petit Parisien).

Et c'est tout ce que l'on sait. On le voit, l'issue de la crise demeure mystérieuse.

INCERTITUDE
Londres, 13 septembre. — Le « Times » écrit dans son éditorial : « Nous ne sommes pas disposés à considérer la démission du cabinet Zaïmis comme un événement ayant en lui-même une importance considérable. La carrière de l'ex-président du conseil n'a pas été dépourvue de distinction, mais ses meilleurs amis seraient mal venus à prétendre qu'il ait jamais manifesté une impérieuse personnalité. »

Toutefois, le choix du nouveau chef du gouvernement pourrait impliquer des conséquences politiques de nature sérieuse. Mais nous doutons que dans les circonstances actuelles, il entraîne nécessairement un changement matériel dans la politique grecque.

« Les précédents de Dimitracopoulos, le futur président du conseil probable, sont trop peu connus en Angleterre pour indiquer clairement quelle attitude il prendra. »

« Toutefois, le choix du nouveau chef du gouvernement pourrait impliquer des conséquences politiques de nature sérieuse. Mais nous doutons que dans les circonstances actuelles, il entraîne nécessairement un changement matériel dans la politique grecque. »

« Les précédents de Dimitracopoulos, le futur président du conseil probable, sont trop peu connus en Angleterre pour indiquer clairement quelle attitude il prendra. »

« Toutefois, le choix du nouveau chef du gouvernement pourrait impliquer des conséquences politiques de nature sérieuse. Mais nous doutons que dans les circonstances actuelles, il entraîne nécessairement un changement matériel dans la politique grecque. »

« Les précédents de Dimitracopoulos, le futur président du conseil probable, sont trop peu connus en Angleterre pour indiquer clairement quelle attitude il prendra. »

« Toutefois, le choix du nouveau chef du gouvernement pourrait impliquer des conséquences politiques de nature sérieuse. Mais nous doutons que dans les circonstances actuelles, il entraîne nécessairement un changement matériel dans la politique grecque. »

« Les précédents de Dimitracopoulos, le futur président du conseil probable, sont trop peu connus en Angleterre pour indiquer clairement quelle attitude il prendra. »

« Toutefois, le choix du nouveau chef du gouvernement pourrait impliquer des conséquences politiques de nature sérieuse. Mais nous doutons que dans les circonstances actuelles, il entraîne nécessairement un changement matériel dans la politique grecque. »

« Les précédents de Dimitracopoulos, le futur président du conseil probable, sont trop peu connus en Angleterre pour indiquer clairement quelle attitude il prendra. »

« Toutefois, le choix du nouveau chef du gouvernement pourrait impliquer des conséquences politiques de nature sérieuse. Mais nous doutons que dans les circonstances actuelles, il entraîne nécessairement un changement matériel dans la politique grecque. »

COMMENTAIRES ITALIENS

Rome, 13 septembre. — La presse italienne commente vivement la crise ministérielle qui vient inopinément de s'ouvrir en Grèce.

La « Tribune » écrit que M. Zaïmis se retire après avoir fait inutilement toutes les concessions que l'on exigeait de son gouvernement, car sa démission n'a nullement résolu la crise intérieure dont souffre le royaume hellénique.

La question se pose de savoir si la Grèce sortira de la crise actuelle suffisamment forte pour continuer à vivre et à agir ou si elle sera complètement paralysée.

Pour le « Corriere d'Italia » la décision que le roi Constantin va être appelé à prendre pour dénouer la crise ministérielle sera décisive, non seulement pour la couronne mais aussi pour la Grèce qui traverse un de ses moments les plus sombres de son histoire. Tiendra-t-il compte des intérêts de la nation ou subira-t-il encore l'influence germanique ? Nous ne tarderons pas à être fixés sur ce point.

Bourse de Paris

DU 13 SEPTEMBRE 1916

Le marché est toujours bien orienté. Les valeurs russes ont baissé fortement par les réalisations. Les mines ont été plus faibles, suivant l'ambiance du marché. Seuls les court-choucs se distinguent par leur fermeté. Notre rente 3 o/o se maintient à 64,25 ; le 5 o/o ne varie pas à 90.

Actions diverses : Monaco, 3.235. — 1/5 Montecatini, 645. — Colma, 1.100. — Thiers, 1.100. — Saragosse, 415. — Suez, 4.600. — Caoutchouc, 112,50. — Malacca, 124. — Brianks, 475. — Mailzoff, 778. — Hartmann, 502.

Valeurs minières : Bessé, 1.550. — Rio, 1.740. — Cape, 118. — Tharsis, 146,50. — Chino, 327.

La Question des Effectifs

M. Pascal Ceccaldi a nettement posé hier à la Chambre la question des Exemptés et Réformés. — ... Mais le Ministre n'a répondu que par un silence éloquent.

L'ordre du jour appelait hier la discussion de la proposition de loi de M. Pascal Ceccaldi, tendant à renforcer les cadres de l'armée et à utiliser dans les unités combattantes tous les officiers et hommes affectés à des services sédentaires.

D'autres propositions de MM. Nourens, Levasseur, Aubriot et Cabrol visaient également une meilleure utilisation des effectifs.

Enfin, une autre proposition de loi de MM. Camille Rebourt, Doiry, J.-L. Breton, Roux, Costadeau, Sixte-Quenin, etc., tend à placer dans les unités combattantes tous les hommes au-dessous de trente-cinq ans appartenant au service armé, qui sont actuellement dans les formations de l'arrière et dans toutes celles qui sont le moins exposées au danger.

Dans l'exposé des motifs, les auteurs de cette proposition déclarent :

« Puis, encore, quel est celui d'entre nous qui ne soit, par de nombreuses circonstances, que dans toutes les formations de l'arrière du front, formations qui ne courent aucun danger, le nombre de jeunes gens, n'ayant pas encore atteint la trentaine, y est excessivement élevé. Que si certains s'y trouvent tout naturellement, parce qu'ils y ont été placés dès le début, d'autres s'y trouvent parce qu'ils sont ombragés, la par mesure de protection spéciale. Ce sont tous ces bien-pensants et tous ces bien intentionnés qui voient les vieux territoriaux chaque fois qu'ils reviennent des tranchées, couverts de boue et quelquefois de blessures. »

Tant que ces soldats du service armé, que MM. Camille Rebourt, Doiry, Levasseur, etc., appellent les « bien-pensants » et les « bien intentionnés », ne seront pas utilisés à leur place, il ne saurait être question de son-

Gean GOLDSKY.

